



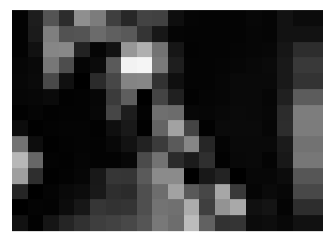
ISSN 1019-0287

Preis 60,- LUF

19. Jan. 2001

erscheint freitags

19/1-28/1/2001
(film/tv/theatre/concert/events)



Bauschutt: Geplante Planlosigkeit



Luxemburg hat endlich einen nationalen Abfallplan, der bis zum Jahre 2005 einen Notstand besonders in der Frage der Bauschuttdeponierung verhindern soll. Während die Zielvorgaben etwas verbindlicher und klarer ausformuliert sind, als dies im Vorprojekt der Fall war, so fehlen dennoch die konkreten Instrumente, um diese Ziele umzusetzen. Das Problem Bauschutt - wie hier in der übervollen Deponie auf Bridel - bleibt weiter akut, nicht zuletzt, weil die Recyclingquote denkbar niedrig angesetzt wird.

dës woch, Seite 3

(Foto: Christian Mosar)

Tabu Abtreibung

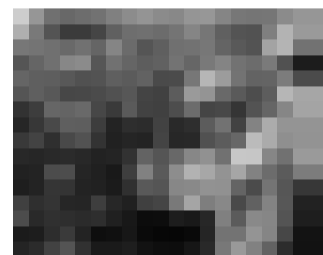
Abtreibung ist eines der größten Tabuthemen in Luxemburg. Nach wie vor existiert das Gerücht, Abtreibung sei illegal.

dossier, Seite 4 + 5

Chiapas

Die Entmilitarisierung in Chiapas lässt auf sich warten. Eine Delegation der Zapatisten will nun die Regierung an ihre Versprechen erinnern.

interglobal, Seite 7



SPOILIATION DES JUIFS

Au Luxembourg aussi, des familles juives ont été dépossédées, il y a un demi-siècle, par le régime nazi. Suffit-il de vérifier si tous les biens matériels ont été restitués?

A l'exemple des pays qui nous entourent, le député socialiste Ben Fayot veut faire créer une commission qui "étudierait l'ensemble des spoliations et pillages dont ont été victimes les Juifs du Grand-Duché de Luxembourg durant l'occupation nazie et d'émettre des recommandations au Gouvernement sur les restitutions et les réparations à accorder".

Dans sa proposition de loi, qui sera discutée la semaine prochaine, Ben Fayot précise que le gouvernement luxembourgeois, à la différence de pays comme la France, n'avait pas collaboré avec le régime nazi. Et que par la loi de 1950, l'Etat a réparé les dommages de guerre par des indemnisations, sans distinguer d'ailleurs entre victimes juives et non juives. Il faut étudier les dossiers individuels pour voir comment et selon quels critères ont été effec-

tuées les réparations. Et c'est justement pour faire ce travail que la création d'une commission pareille est nécessaire.

Il est évident que sans une telle procédure, l'on ne peut évaluer concrètement si l'Etat luxembourgeois a fait son devoir en cette matière. Ensuite seulement, une discussion pourra avoir lieu sur le pourquoi d'éventuelles omissions ou injustices, et sur la façon dont on pourrait encore les réparer plus que cinquante ans plus tard. D'ailleurs, Ben Fayot, bien prudemment, se garde d'évoquer un éventuel malaise dans la communauté juive luxembourgeoise ou même des cas précis à ce sujet.

C'est compréhensible par rapport à une question si délicate. Pourtant, il faut se demander si Ben Fayot ne tourne pas autour du pot de la même façon que le fait la société luxembourgeoise depuis des décennies. Il est

frappant que cette initiative louable et importante n'est prise que si tard. Est-ce seulement dû au fait que - comme dans d'autres domaines - le Grand-Duché ne pêche pas par audace? Ou assisterions-nous au phénomène typiquement luxembourgeois de tabouiser les problèmes embarrassants, en l'occurrence un passé pas toujours si héroïque que ça?

Bien sûr, il faut attendre les résultats du travail de mémoire proposé par le député socialiste pour pouvoir commencer une discussion sur les dédommagements des spoliations. Mais elles ne constituent qu'un élément spécifique d'un processus de réparation. Il y a d'autres réparations à faire, et elles auraient pu être entamées depuis belle lurette. Longtemps déjà, on aurait pu parler de la discrimination des personnes juives dans la société luxembourgeoise, avant, pendant et après la guerre - et, pourquoi pas, de l'antisémitisme latent que l'on sent encore aujourd'hui dans certains milieux luxembourgeois des plus éclairés.

Bien sûr, c'est un sujet encore plus vaste et plus complexe que celui des spoliations. Et il faut faire la part des choses: rendre hommage aux personnes qui se sont comportées de façon courageuse vis-à-vis des victimes du régime nazi; prendre en compte une situation caractérisée historiquement par un fossé plus au moins manifeste entre les communautés catholique et juive; analyser le vécu collectif de "l'autre" dans une société luxembourgeoise d'avant-guerre à peine sortie de la réclusion du monde agraire.

Mais il faudrait aborder ce sujet en entier. Et on ne le confrontera pas en se limitant à l'analyse de dossiers et à la restitution éventuelle de biens matériels. Dans ce sens, la proposition de Ben Fayot - au-delà d'évoquer un besoin spécifique de travail de mémoire - a le mérite (recherché ou non?) de démontrer la nécessité d'une confrontation de notre société avec son histoire récente.

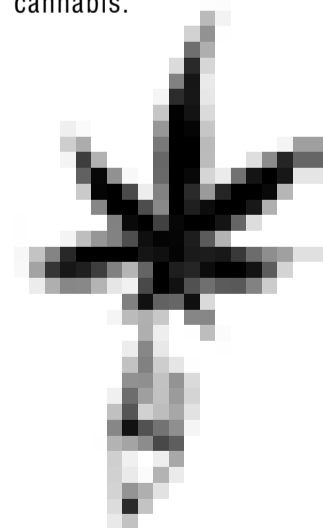
Galeriessen

D'Véronique Nosbaum, den Alex Reding an hier nei Galerie: Alimentation Générale. E Refuge fir kulturell Flüchtlingen?

magazine, Sait 9

Nom d'un joint

Un supplément qui fait le point sur les différentes positions en matière de dépénalisation du cannabis.



Preis: 60 LUF



Un commentaire de
Renée Wagener